



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Speaking Notes

Boris Zürcher, chef de la Direction du travail, SECO

Date 09.07.2014

Conférence de presse – 10^e rapport de l'Observatoire concernant l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) entre la Suisse et l'UE

Conséquences de la libre circulation des personnes sur le marché du travail

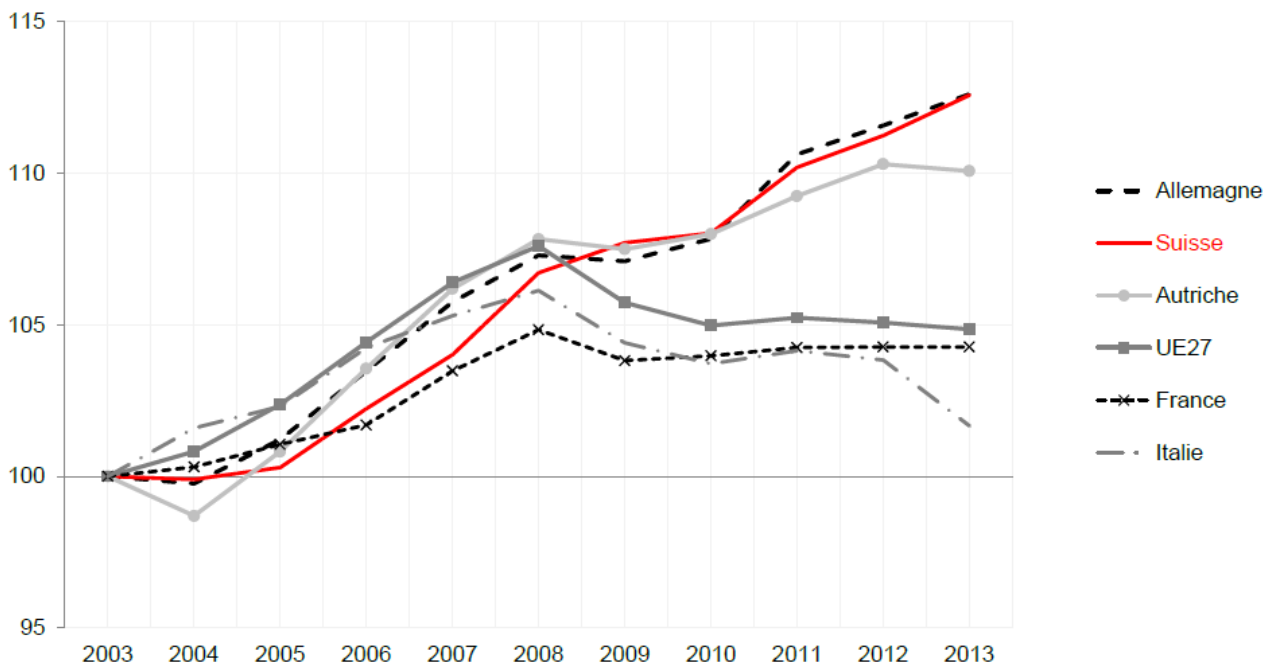
L'exposé oral fait foi.

Mesdames, Messieurs,

Je vais revenir sur les principales conclusions du nouveau rapport de l'Observatoire qui récapitule les conséquences de la libre circulation des personnes sur le marché du travail suisse (et sur les institutions sociales). Ce rapport est déjà le dixième du genre et cette année encore, il s'appuie d'une part sur une analyse descriptive des données statistiques les plus actuelles et, d'autre part, sur les constats de la recherche appliquée sur ce sujet.

1. Croissance économique vigoureuse et forte demande de main-d'œuvre en Suisse

Slide 1 : Comparaison de l'évolution de l'activité lucrative au niveau international (indice 2003 = 100).

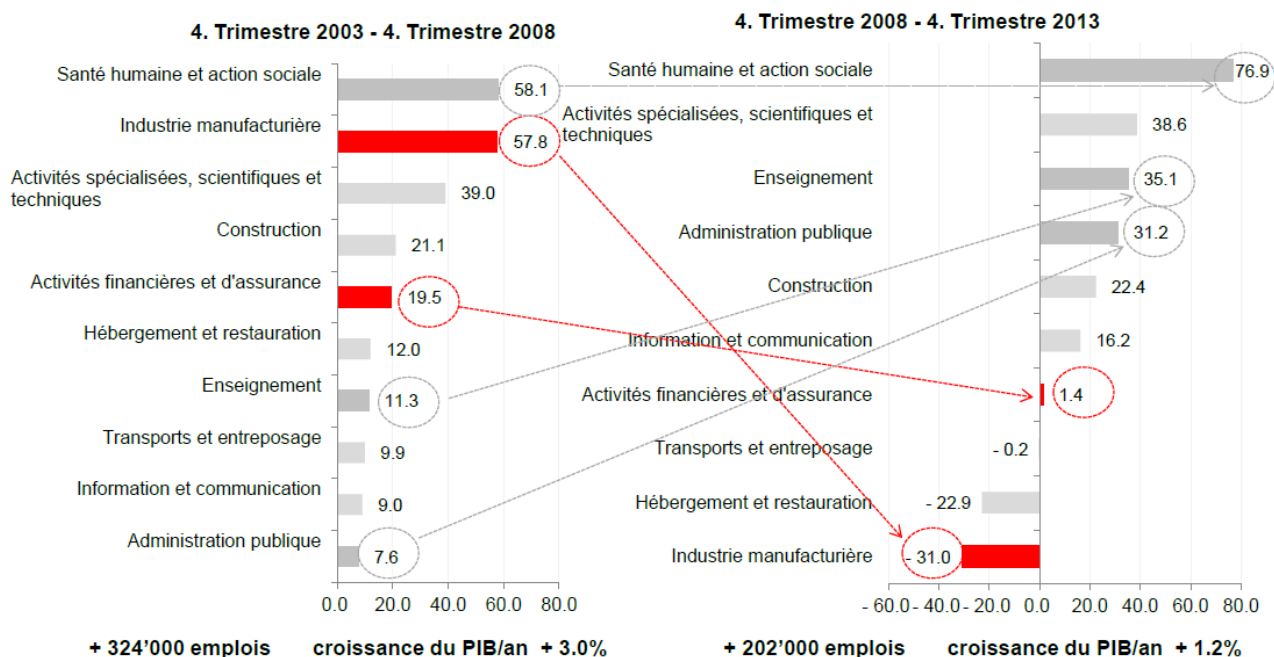


Source : Eurostat

- Au cours des dernières années, l'économie suisse a enregistré une croissance économique exceptionnelle, qui s'est accompagnée d'une forte croissance de l'emploi. Avec peut-être l'Allemagne et l'Autriche, la Suisse comptait parmi les pays affichant la plus forte croissance de l'emploi en Europe.
- Le marché suisse du travail s'est également mieux comporté que celui de la plupart des pays de la zone UE pendant la crise financière et économique.
- Dans ce contexte, l'immigration a été l'un des facteurs de soutien du développement de l'économie et de l'emploi. Au moment de l'entrée en vigueur de l'ALCP, le chômage était faible en Suisse et le taux d'activité professionnelle déjà élevé. La croissance de l'activité professionnelle montrée ici aurait été impensable sans immigration (nous y reviendrons plus tard en détail).

2. Déplacement de la demande de main-d'œuvre après la crise financière

Slide 2 : Changements intervenus dans l'emploi dans une sélection de branches – Nombre d'emplois en milliers



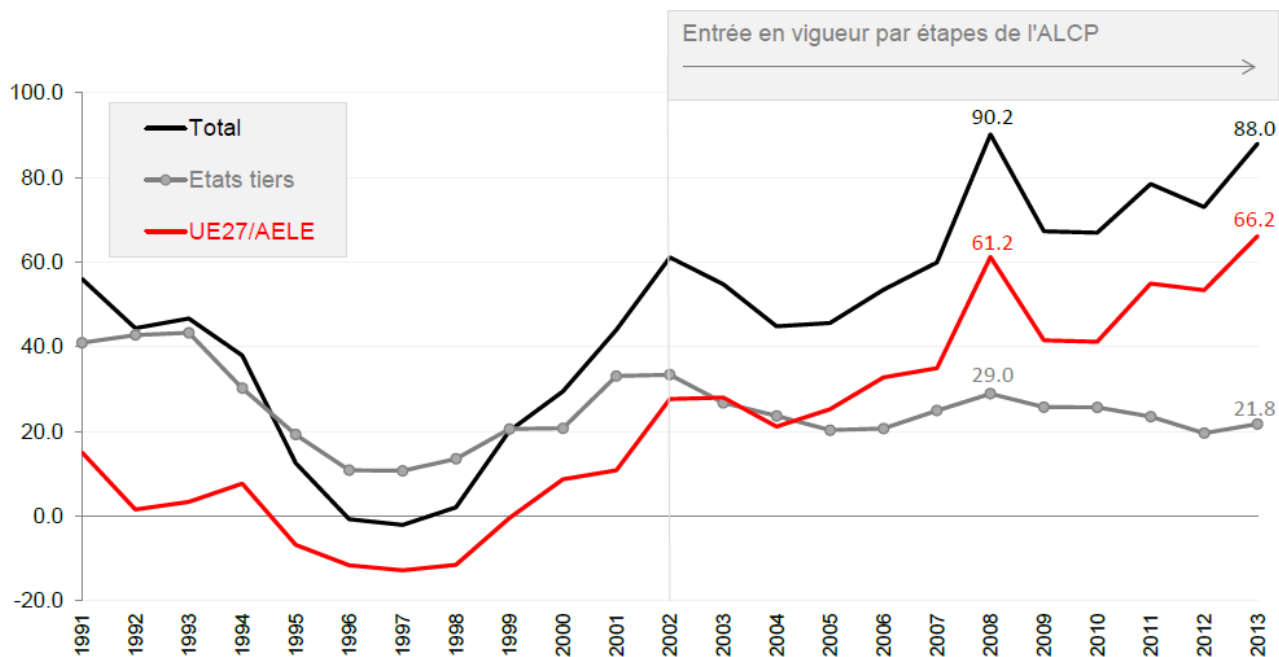
Source : OFS/STATEM, SECO

- Derrière l'évolution globalement positive de l'activité professionnelle durant les dernières années se cachent des changements de poids importants entre les branches.
- Alors que l'industrie ou le secteur de l'hôtellerie-restauration ont perdu de nombreux emplois au cours des cinq dernières années, ceux-ci ont augmenté dans différents secteurs, surtout dans les prestations de services à relativement forte intensité de main-d'œuvre (comme le secteur santé et social, les prestations de services scientifiques et services professionnels, l'éducation et l'enseignement, l'administration publique) ainsi que dans le bâtiment.
- Ceci explique que, malgré une évolution positive de l'activité professionnelle, le chômage n'a pas encore atteint le niveau d'avant la crise (nous y reviendrons plus tard en détail).

3. Ampleur et composition de l'immigration avant et après l'ALCP

L'immigration en provenance des Etats de l'UE a gagné en importance avec l'introduction de la libre circulation des personnes, et ce entre autres du fait de la forte demande de main-d'œuvre déjà évoquée. Cette évolution a été encore favorisée par l'accès facilité à la main-d'œuvre dans le cadre de l'ALCP.

Slide 3 : Solde migratoire de la population résidente étrangère par nationalité, en milliers



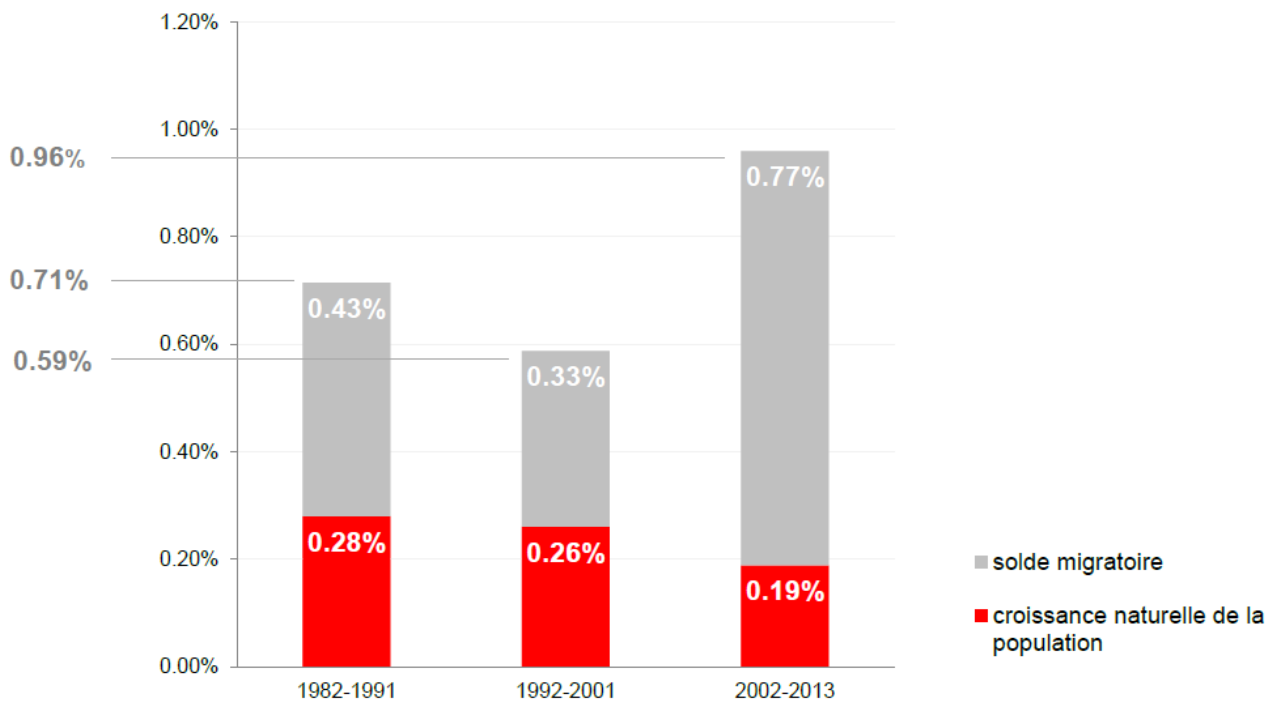
Source : ODM/SYMIC

- Au cours des onze années précédant l'entrée en vigueur de l'ALCP (1991-2001), l'immigration nette de la population étrangère résidente s'élevait en moyenne à + 26 400 personnes par an. Elle était due quasi exclusivement à l'immigration de personnes en provenance d'Etats tiers (+ 26 000).
- Après l'entrée en vigueur de l'ALCP, le solde migratoire de ressortissants de l'UE-27/AELE s'élevait à lui seul à 40 700 personnes en moyenne par an. Pendant le boom économique de l'année 2008, l'immigration nette a atteint un pic record et temporaire de 61 200 personnes. Ce plafond a été dépassé l'année dernière : le chiffre net d'immigrants en provenance de la zone UE/AELE en 2013 s'est élevé à 66 200 personnes.
- L'immigration de ressortissants d'Etats tiers, en revanche, a diminué par rapport aux années 90 et s'est stabilisée au tournant du millénaire à un niveau constant de 26 000 personnes en moyenne par an.
- A la différence des années 90, où l'immigration avait majoritairement lieu dans le cadre du regroupement familial, l'immigration induite par l'ALCP est une migration de main-d'œuvre : plus de 60 % des immigrants issus de la zone UE/AELE en 2013 sont venus en Suisse pour travailler. L'évolution de l'immigration nette suit donc étroitement celle de la conjoncture.

4. L'immigration, un facteur déterminant de la croissance démographique

L'immigration en provenance de la zone UE/AELE a induit une croissance accrue de la population.

Slide 4 : Composantes de la croissance de la population résidente permanente de Suisse.



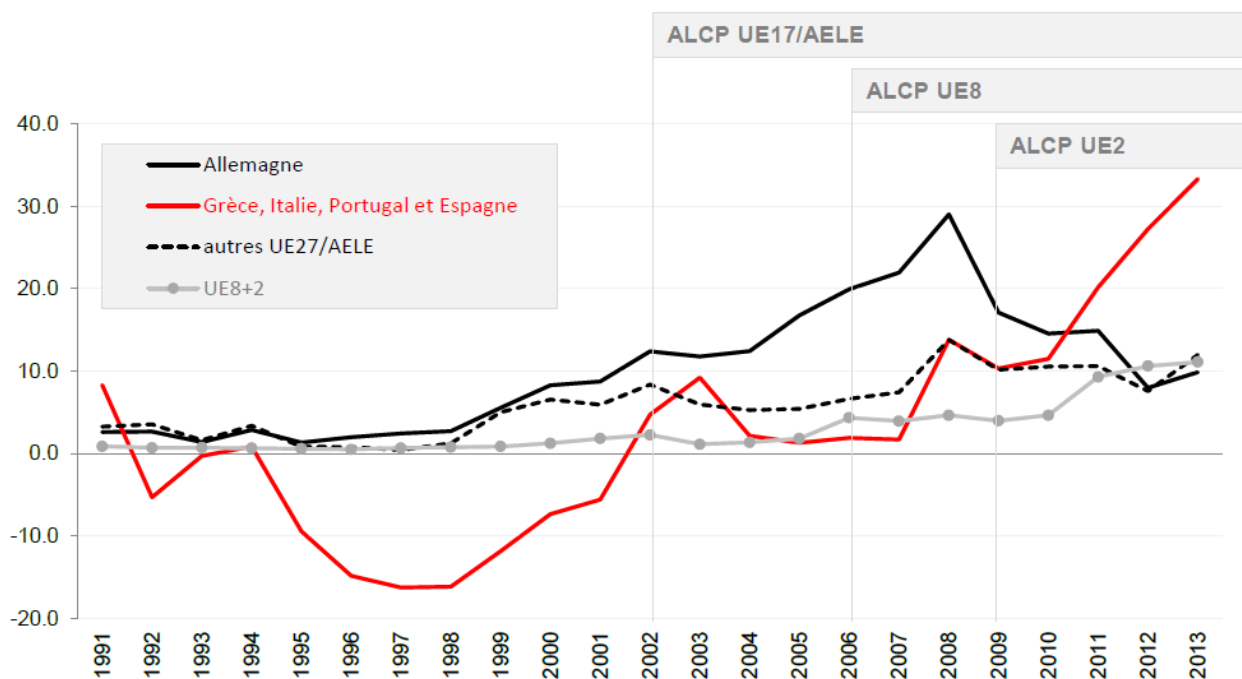
Source : OFS / ESPOP

- Durant les années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'ALCP (de 2002 à 2013), la population a augmenté de 0,96 % par an en Suisse, dont 0,77 point de pourcentage sont à mettre au compte de l'immigration nette.
- Par rapport aux années 1980 et 1990, la croissance de la population a donc augmenté, bien que la croissance démographique naturelle (= excédent de naissances : différence entre le nombre d'enfants nés vivants et le nombre de décès) se soit tassée.
- La croissance démographique naturelle a diminué en valeur absolue, passant d'environ + 18 000 dans les périodes de 1982 à 1991, à environ + 14 500 par an de 1992 à 2001.

5. Déplacement au niveau des régions d'origine

Dans les années qui ont suivi la crise de 2008/2009, l'immigration en provenance des Etats de l'UE du Sud et de l'Est s'est accrue, tandis que diminuait celle en provenance de l'Allemagne.

Slide 5 : Solde migratoire de la population résidente étrangère par nationalité, en milliers



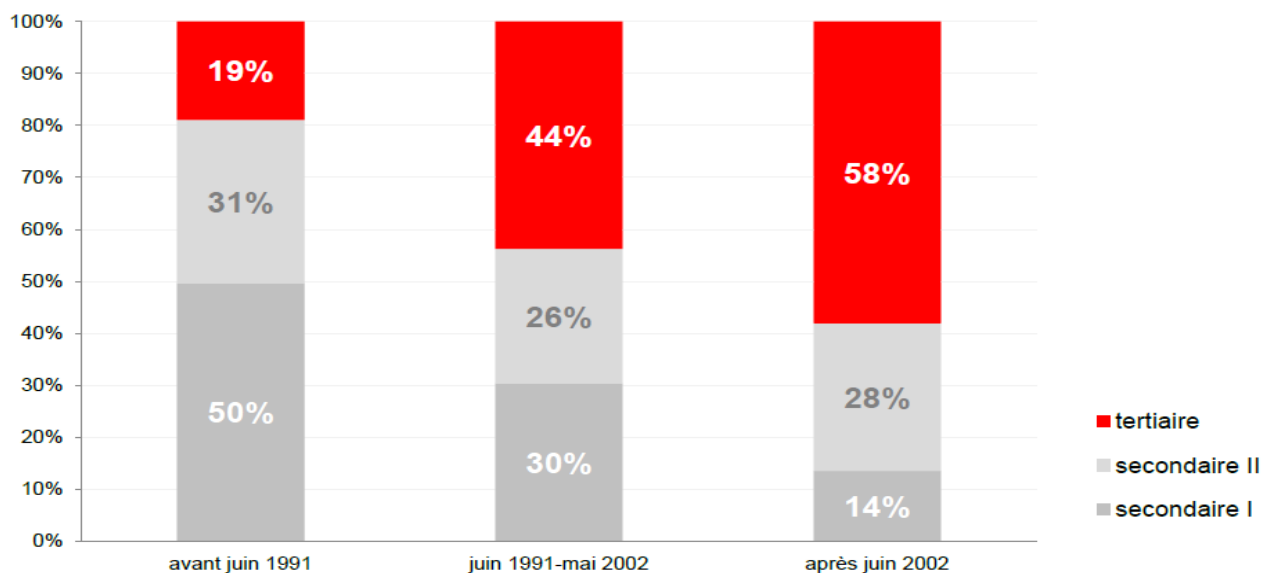
Source : ODM/SYMIC

- Ce déplacement de l'immigration en Suisse reflète d'une part l'ouverture progressive du marché du travail vis-à-vis des Etats de l'UE de l'Est et, d'autre part, un déplacement des flux migratoires au sein de l'Europe suite à la crise de l'euro.
- Alors que la propension de la population à l'émigration s'est accrue dans les pays en crise de l'UE du Sud, la demande de main-d'œuvre est restée élevée, en Allemagne par exemple. Désormais, l'Allemagne est devenue elle aussi un pays d'immigration important, surtout pour la main-d'œuvre de l'Europe de l'Est.

6. Structure de qualification des immigrants

Durant les vingt dernières années, la demande de main-d'œuvre a fortement évolué, pour se tourner vers une main-d'œuvre spécialisée et qualifiée. Cette évolution a eu pour conséquence une modification sensible de la structure de qualification des immigrants.

Slide 6 : Structure de qualification des actifs de la population étrangère issue de l'UE-27/AELE au 2^e trimestre 2013, classée par date d'immigration ; pourcentages relatifs



Source : OFS/SAKE (2013)

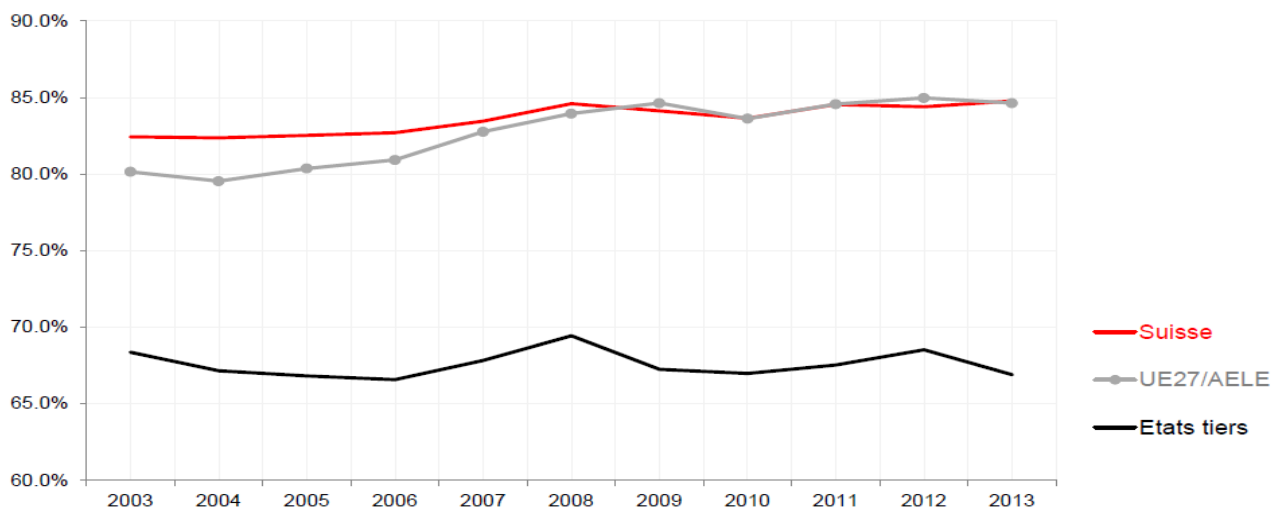
- Parmi les personnes actives venues en Suisse sous le régime de l'ALCP, 58 % disposent d'un diplôme de formation tertiaire (formation professionnelle supérieure, haute école spécialisée ou université) et 14 % n'ont aucune formation post-obligatoire.
- En comparaison, 48 % de toutes les personnes actives en Suisse âgées de 30 à 39 ans, la génération la mieux formée sur le marché du travail, disposaient d'une formation tertiaire et 9 % n'avaient aucun diplôme de formation post-obligatoire. Les immigrants issus de la zone UE/AELE étaient surreprésentés, tant dans les plus hauts que dans les plus bas niveaux de qualification.
- Les déplacements intervenus au plan des régions d'origine nous confrontent à la question de savoir si et comment la structure de qualification des migrants a évolué durant les dernières années. Les analyses incluses dans le présent rapport ne montrent pratiquement pas de changements dans le niveau des qualifications.
- Les changements observés révèlent pourtant aussi l'évolution de l'économie en Suisse : c'est ainsi que l'année dernière, le nombre de personnes immigrées dans le bâtiment a augmenté, ce qui s'explique bien compte tenu de la bonne situation persistante de l'emploi dans cette branche. L'immigration dans le secteur de l'hôtellerie-restauration est par contre en recul, du fait de la faible demande.

7. Croissance de l'emploi / Augmentation du taux de personnes actives

L'accès facilité au potentiel de main-d'œuvre dans l'espace européen a permis à la Suisse d'enregistrer une forte croissance de l'emploi au cours des 12 dernières années.

- Depuis 2002, le nombre des actifs a augmenté au total de 624 000 personnes (soit 1,3 % par an), dont 330 000 Suisses et étrangers établis en Suisse, le reste étant réparti entre des étrangers titulaires d'une autorisation de courte ou de longue durée (+ 179 000) et des frontaliers (+ 114 000).
- Près de la moitié de la croissance de l'emploi depuis 2002 peut donc être imputée à l'immigration. Cette immigration a, d'une part, été soutenue par la libre circulation des personnes, mais d'autre part, elle a également été une conséquence du bon développement économique à l'échelle mondiale et en particulier dans notre pays. Même sans libre circulation des personnes, la Suisse aurait pu s'attendre ces dernières années à une immigration nettement plus importante que dans les années 90, car dans l'ancien système de contingentement, l'immigration vers la Suisse s'alignait aussi sur le développement économique en cours.

Slide 7 : Quote-part des actifs de 25 à 64 ans classés par groupes de nationalités - Population résidente permanente, de 2003 à 2013 (chaque fois au 2^e trimestre).



Source : OFS/SAKE

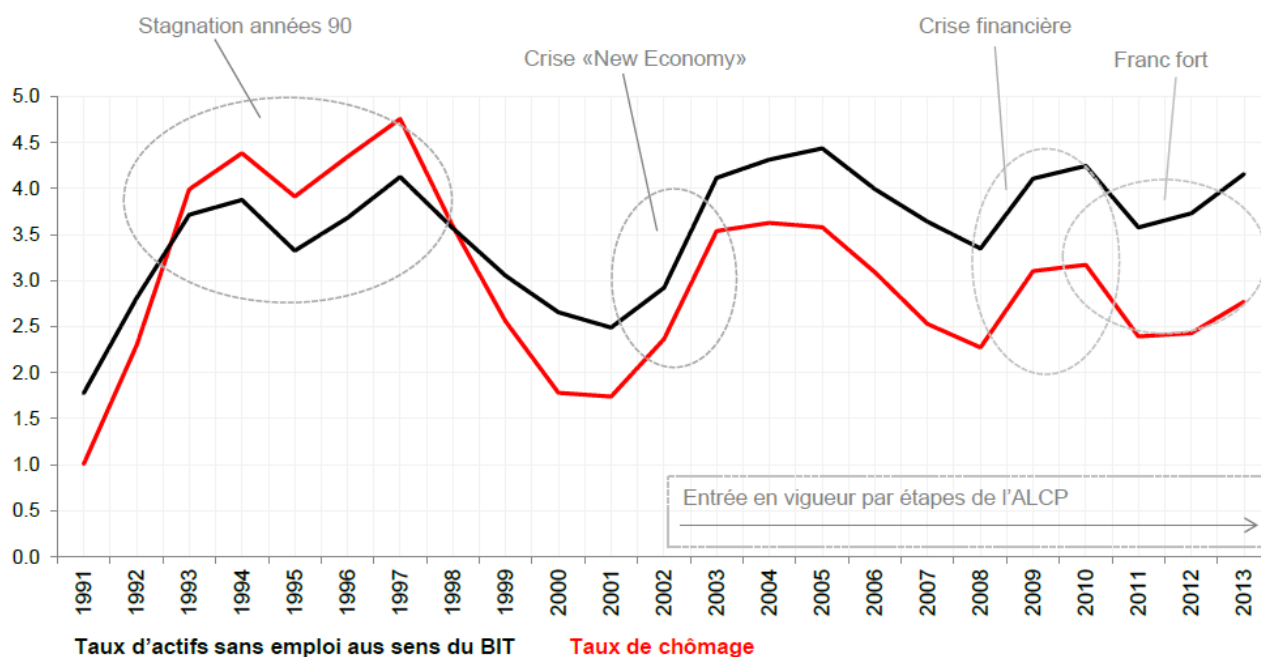
- Les Suisses comme les ressortissants de l'UE/AELE ont vu augmenter leur taux d'emploi entre 2003 et 2013. Pendant la même période, le taux d'actifs des ressortissants d'Etats tiers a évolué à un niveau nettement plus bas, mais est resté à peu près constant. Il est à noter à ce propos que les ressortissants d'Etats tiers constituent une population extrêmement hétérogène. Cette catégorie englobe autant des personnes immigrées au titre de l'asile, que des spécialistes hautement qualifiés en provenance des Etats-Unis, du Canada ou de l'Inde, qui présentent des aptitudes très différentes sur le marché du travail.

8. Evolution du chômage sur le long terme

Une observation sur le long terme a révélé que le chômage inscrit est resté constant depuis les années 90.

Ce résultat est important, et ce non seulement au regard de la forte immigration, mais surtout compte tenu des fortes turbulences conjoncturelles et des changements structurels survenus au cours des deux dernières décennies. Il reflète la bonne faculté d'adaptation du marché du travail suisse.

Slide 8 : Taux de chômage et taux d'actifs, de 1991 à 2013



Source : Taux de chômage SECO/OFS (SAKE)

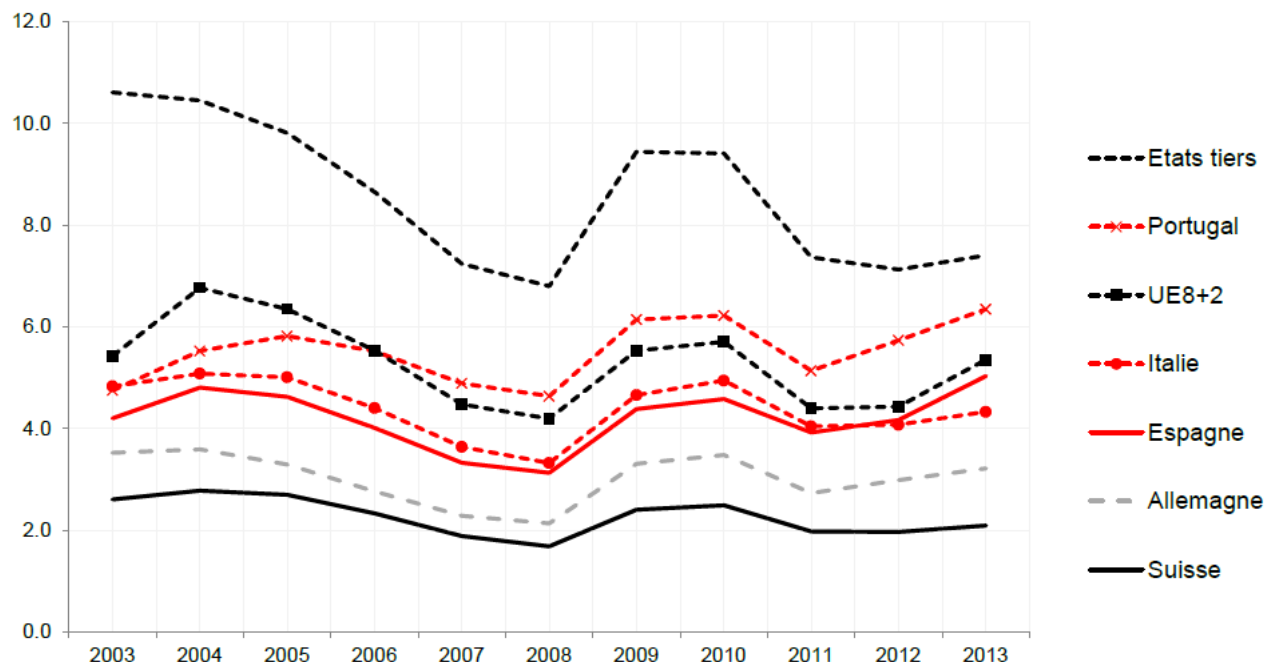
- En ce qui concerne les impacts de *cause à effet* de l'immigration sur le chômage, les études empiriques réalisées indiquent dans leur majorité que la main-d'œuvre immigrée a constitué un bon complément au potentiel de main-d'œuvre indigène. Selon ces études, les conséquences d'une concurrence accrue sur les chances d'emploi de la population résidente sont modérées et restent limitées à certains groupes de personnes – par exemple aux spécialistes bien qualifiés.
- Malgré ce résultat globalement positif, il ne faut pas oublier que certaines régions de Suisse, à savoir les régions frontalières, sont confrontées à des défis tout à fait particuliers en raison de leur emploi frontalier, en forte hausse.

- Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, l'emploi de frontaliers a augmenté en moyenne de 5 % environ par an. Les cantons du Tessin, de Genève et de Vaud enregistrent une augmentation particulièrement forte.
- Divers indicateurs laissent à penser dans le présent rapport que la situation du marché du travail pourrait s'être dégradée pour la population résidente par exemple dans le canton du Tessin en regard de la situation en Suisse alémanique.
- On ne saurait bien entendu en déduire aucune affirmation sur une relation de cause à effet avec l'immigration ou avec l'emploi frontalier, puisque de nombreux facteurs influencent le chômage. Il est donc important d'étudier ces évolutions encore plus précisément que cela n'a été possible dans le cadre du rapport de l'Observatoire. Le SECO a chargé l'*Università della svizzera italiana* de réaliser une étude sur les conséquences de la libre circulation des personnes sur le marché du travail dans le canton du Tessin. Les résultats en sont attendus pour la fin de l'année.

9. Le chômage par groupe de nationalités

Outre l'évolution macroéconomique et les disparités régionales, il est également intéressant de savoir dans quelle mesure les différents groupes sont touchés par le chômage.

Slide 9 : Taux de chômage en fonction de nationalités sélectionnées, de 2003 à 2013



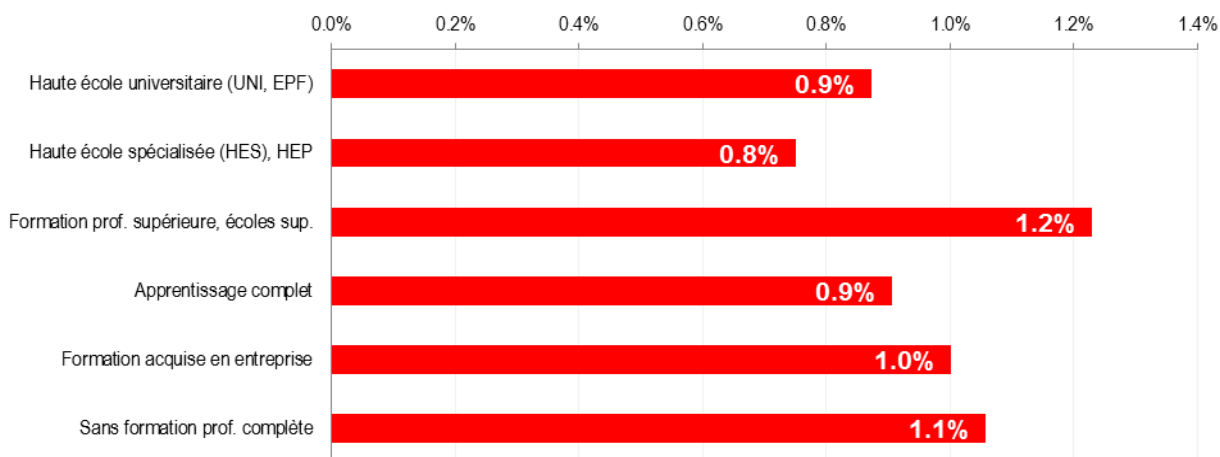
Source : SECO/OFS (SAKE)

- Les taux de chômage de personnes issues de l'UE/AELE sont en moyenne supérieurs à ceux des Suisses, mais nettement inférieurs à ceux de ressortissants d'Etats tiers.
- Au sein du groupe des ressortissants de l'UE, les européens du Sud et de l'Est affichent des taux de chômage plus élevés. Ces personnes, qui sont en partie venues en Suisse comme main-d'œuvre saisonnière, travaillent souvent dans des branches où règnent des conditions d'emploi incertaines. Les nouveaux arrivants parmi eux ont en outre une position moins stable sur le marché du travail, ce qui explique les taux élevés de chômage de ces groupes de nationalités.
- L'évolution des taux révèle que le chômage des Européens du Sud et de l'Est a plus augmenté que la moyenne au cours ces deux dernières années. Il conviendra de surveiller cette évolution.

10. Evolution des salaires

Selon l'indice des salaires de l'OFS, les salaires nominaux ont augmenté de 1,3 % en moyenne entre 2002 et 2013 et les salaires réels de 0,7 % par an. La croissance des salaires réels a donc été nettement plus élevée que dans les années 90.

Slide 10 : Croissance annuelle moyenne du salaire médian en fonction du niveau de formation, de 2002 à 2013 (uniquement secteur privé !)



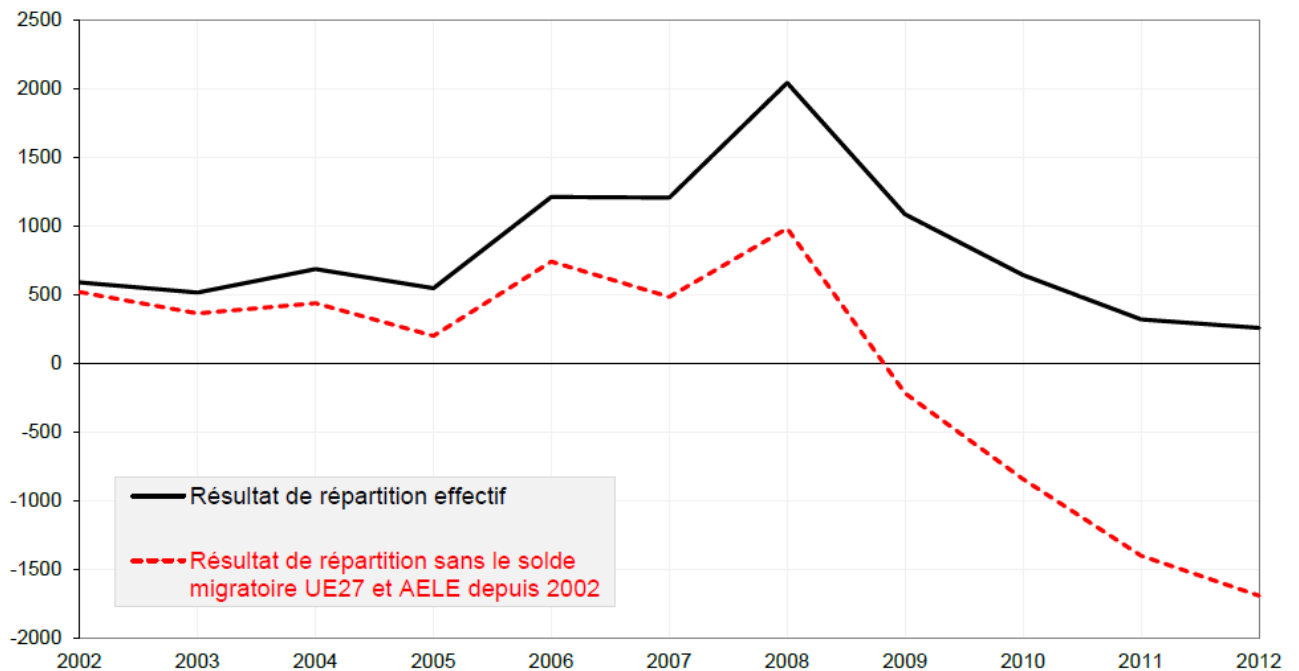
Source : OFS / Enquête sur la structure des salaires

- En observant l'évolution des salaires en fonction du niveau de formation, on constate que la structure des salaires en Suisse est restée stable durant les dix années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'ALCP. Avec des hausses salariales moyennes de 0,8 % à 1,2 % par an, l'évolution des salaires a été équilibrée dans toutes les catégories. La croissance des salaires des personnes ayant un diplôme d'université ou de haute école spécialisée ou d'autres ayant une formation professionnelle achevée s'est révélée un peu plus faible que dans les autres groupes. C'est surtout au niveau tertiaire que l'immigration des dernières années pourrait avoir eu un certain effet d'amortisseur, car la demande croissante en qualifications plus élevées aurait plutôt fait croire à une plus forte évolution des salaires.
- Les résultats *empiriques* disponibles jusqu'à maintenant quant aux conséquences de l'immigration sur les salaires ne reflètent rien de précis. Les ouvrages disponibles à ce sujet indiquent pourtant que l'immigration devrait avoir légèrement freiné l'évolution des salaires dans certains segments du marché du travail.
- La stabilité de la structure des salaires montre néanmoins que, grâce aux conventions collectives de travail avec salaires minimaux et mesures d'accompagnement, une pression abusive générale sur les salaires suisses a été évitée.
- Il n'a pas encore été possible d'effectuer des analyses approfondies avec les données de l'enquête sur la structure des salaires de 2012 dans le cadre du présent rapport, puisque ces données ne sont disponibles que depuis fin juin 2014. Ces analyses vont cependant être réalisées a posteriori. Outre l'évolution des salaires, il est particulièrement intéressant de noter également, au bas de la répartition des salaires, certaines disparités régionales dans l'évolution des salaires.

11. Institutions sociales

- Les immigrants issus d'Etats de l'UE/AELE versent nettement plus de cotisations au 1^{er} pilier qu'ils n'en tirent de bénéfices. Grâce à l'immigration, les résultats de la répartition de l'AVS sont restés dans le positif, même au cours des dernières années, alors qu'une simulation de l'OFAS montre que, sans l'immigration issue de la zone UE, ils auraient basculé dans le négatif dès 2009. L'immigration nous donne ainsi un peu plus de temps pour affronter les défis démographiques et entreprendre les adaptations nécessaires. Les défis de long terme restent toutefois présents.

Slide 11 : Résultats de la répartition de l'AVS avec et sans cotisations des ressortissants de l'UE/AELE



Source : OFAS

- En ce qui concerne l'assurance-invalidité, la crainte de voir la libre circulation des personnes entraîner une augmentation des bénéficiaires d'AI étrangers ne s'est pas vérifiée : le taux de croissance du nombre de rentiers est en régression depuis 2002 pour tous les groupes de nationalités.
- Par contre, **l'assurance-chômage** doit – comme on s'y attendait – faire face à certains coûts supplémentaires. Ces frais supplémentaires sont induits, d'une part, par le principe de la totalisation, selon lequel les périodes de cotisations réalisées à l'étranger peuvent être comptabilisées en Suisse ; d'autre part, les prestations perçues par des ressortissants de l'UE/AELE dans des branches saisonnières en raison de la réglementation des droits dans l'ALCP ont sensiblement augmenté.

12. Conclusion

- L'ALCP a facilité aux entreprises suisses l'accès au potentiel de main-d'œuvre européen et donc permis à la Suisse une croissance de l'économie et de l'emploi supérieure à la moyenne au cours des dernières années.
- Les immigrants ont été bien accueillis par le marché du travail suisse durant ces dernières années. Selon les résultats descriptifs et empiriques disponibles, des effets négatifs en termes de chômage et d'évolution des salaires sont restés limités et cantonnés à certains segments du marché du travail.
- Les mesures d'accompagnement ont permis d'éviter une érosion des conditions salariales.
- La crise économique a entraîné un déplacement sensible des flux migratoires en Europe. Cette évolution se manifeste également en Suisse depuis quelques années sous la forme d'une nouvelle composition du solde migratoire. La part des immigrants issus d'Europe du Sud et de l'Est a nettement augmenté. Jusqu'à maintenant, la structure des qualifications est restée relativement stable et bien adaptée à la demande du marché économique.
- Nous allons cependant continuer à observer attentivement ces évolutions. Nous comptons, entre autres, sur les résultats complémentaires d'une étude de l'immigration induite par la crise, qui a été commandée par l'ODM. Les résultats en sont attendus pour l'automne 2014.
- Nous déterminons actuellement d'éventuels besoins supplémentaires d'analyse en liaison avec la mise en œuvre de l'initiative populaire contre l'immigration de masse et ses conséquences pour le marché du travail.